

Cet imprimé doit être retourné à la mairie de Saint-Vivien

**JOINDRE OBLIGATOIREMENT un RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE (format IBAN BIC)**

TYPE DE CONTRAT :

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la commune de SAINT-VIVIEN à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la commune de SAINT-VIVIEN.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA

**FR 13 ZZZ 578 963**

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER

Nom, prénoms : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

DESIGNATION DU CREANCIER

Commune de SAINT-VIVIEN  
26, Grande Rue  
17220 SAINT-VIVIEN

COMPTE A DEBITER

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Numéro d'identification internationale du compte bancaire – IBAN (International Bank Account Number)

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
( \_\_\_\_\_ )

Code international d'identification de votre banque – BIC (Bank Identifier Code)

TYPE DE PAIEMENT

Paiement récurrent / répétitif

Paiement ponctuel

DATE : .....

SIGNATURE :

DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE  
(SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT)

Nom du tiers débiteur :

**RAPPEL** : En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par la Commune de Saint-Vivien. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec la Commune de Saint-Vivien.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.